

Inventer ensemble un autre monde

Au moment où des journaux, des experts proches des milieux financiers ne cessent de distiller l'idée que nous sommes désormais entrés dans un cycle de croissance, nous ne pouvons nous empêcher de poser la seule question qui vaille : à qui profite-t-elle ? Certainement pas à ceux dont on refuse d'augmenter les rémunérations ni à ceux qui subissent les réductions d'emplois, à Alstom, Dunlop ou Unilever, ni aux habitants des quartiers populaires. Et plusieurs rapports internationaux, de la Banque mondiale, du sommet social de l'ONU, de la CNUCED, du programme pour le développement des Nations Unies, sont autant d'actes d'accusation contre la mondialisation capitaliste. S'appuyant sur la liberté totale de circulation des capitaux et des marchandises, cette mondialisation fait chaque jour un peu plus la démonstration qu'elle est l'exact contraire de la liberté et de l'émancipation humaine. Elle s'oppose aux droits fondamentaux de la personne humaine dans l'accès à l'emploi, la formation, à la santé, au savoir.

“la mondialisation capitaliste (...). s'oppose aux droits fondamentaux de la personne humaine [et] ne cesse d'élargir les plaies béantes de la fracture sociale mondiale”

En s'opposant à un développement harmonieux et durable, elle méprise les droits des générations futures. Les chiffres sont aussi accablants qu'insupportables. Les capitaux circulent à la vitesse de 1 500 milliards de dollars par jour - 10 500 milliards de francs - quand un enfant meurt toutes les trois secondes. Les deux cents personnes les plus riches du monde ont vu la valeur de leur patrimoine passer de 440 milliards de dollars en 1995 à plus de 1 050 milliards de dollars, alors que trois milliards de femmes et d'hommes vivent avec moins de deux dollars par jour. Décidément, ce système ne cesse d'élargir les plaies béantes de la fracture sociale mondiale.

Et de bons esprits, au cœur aussi froid que les coffre-fort qu'ils possèdent en banque, se sont émus des sommes qu'il faudrait dépenser pour faire face aux besoins de base nécessaires à la lutte contre le SIDA en Afrique. Mais ils oublient de nous dire que cette somme - trois milliards de dollars - ne représente que le cinquième du

remboursement de la dette de ce continent, qui s'allonge au fur et à mesure des promesses d'effacement non tenues par les grandes puissances.

Ces quelques données valent condamnation sans appel du capitalisme, dont la seule obsession est la recherche du profit le plus élevé, dans un contexte où les besoins de dépenses pour les révolutions informationnelles et bio-technologiques mais aussi les besoins en formation, sont énormes. Au lieu d'en partager les coûts par un nouveau type de coopération, ce système attise une concurrence acharnée au détriment de l'emploi, de la formation, de la rémunération du travail, de la protection sociale, des sécurités sanitaire, alimentaire et maritime. En recherchant les moyens financiers sur les marchés, il nourrit la Bourse pour la plus haute rémunération possible des actionnaires, contre l'emploi et les prix des matières premières. Et il conduit à une incroyable concentration du capital et à des délocalisations par le mouvement de fusions-acquisitions, au détriment du développement humain au Nord comme au Sud.

Des institutions comme la Commission européenne, l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international l'impulsent. Les gouvernements leur donnent carte blanche ou impulsent eux-mêmes cette logique, même s'ils prétendent vouloir humaniser la mondialisation. Or, l'enjeu posé aux peuples aujourd'hui n'est pas tant "d'humaniser" que de transformer la mondialisation actuelle en une mondialisation pour le co-développement durable.

Cette action est à la portée de chaque citoyenne et citoyen. Elle combine le mouvement pour ancrer la politique nationale à gauche, réorienter la construction européenne, transformer et démocratiser les institutions internationales. Elle s'inscrit dans le vaste mouvement pour faire reculer les inégalités lancé par Robert Hue lors du Congrès du Parti communiste.

L'efficacité de l'action pour l'emploi et la formation s'enracine dans le quartier, le bassin d'emploi, l'entreprise et doit pouvoir se coordonner avec l'ensemble des sites d'une même multinationale. Elle devrait trouver des relais auprès d'instances internationales dotées de structures nouvelles associant salariés et élus pouvant bloquer tout plan de fusions-acquisitions, de délocalisation ou de licenciement dès lors que l'objectif ne viserait que l'augmentation de la rémunération des actionnaires.

L'efficacité de l'action contre la spéculation financière et pour obtenir une taxation des transactions financières de type taxe Tobin, passe sans attendre dans les régions et les localités par un nouveau type de crédit à taux d'intérêt dégressif, dès lors qu'il sert l'emploi et le dévelop-

pement durable, mais aussi l'inclusion des capitaux financiers des entreprises dans le calcul de la taxe professionnelle comme le réclament les élus communistes. Elle appelle une modification du rôle et des missions de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales et la mise en place d'un pôle public bancaire. En ce sens, une rénovation profonde du FMI devrait lui donner mission d'impulser ce nouveau type de crédit afin d'aider à éradiquer l'analphabétisme, les maladies, la malnutrition, à promouvoir la formation et l'emploi, des projets locaux de développement, en infrastructures, en équipement, en soutien aux agricultures vivrières, dans les pays du tiers monde.

***“L'enjeu posé aux peuples
aujourd'hui n'est pas tant
« d'humaniser »
que de transformer
la mondialisation actuelle
en une mondialisation pour
le co-développement durable”***

Cette démarche devrait s'appuyer sur la transformation des droits de tirages spéciaux du FMI en une véritable monnaie commune mondiale, définie à partir d'un panier de monnaie. Cette création monétaire, non spéculative, permettrait une forte revalorisation de l'aide publique internationale et de mettre fin au système même de l'endettement.

Il n'y aura pas de progrès humain si on ne substitue pas à la guerre économique qui fait de terribles ravages au Nord comme au Sud, un nouveau système de coopérations internationales fondées sur un nouveau développement durable et solidaire, dans l'intérêt réciproque des populations du Nord et du Sud, préservant les ressources de la planète. Cela passe à la fois par la fin des plans d'ajustement structurel et du carcan du Pacte de stabilité financière européen qui corsète les dépenses sociales et publiques. Par contre, il est nécessaire de créer les conditions d'un plus grand contrôle des fonds publics et l'évaluation de leur efficacité pour l'emploi et le développement. L'impulsion d'un système nouveau de "coopérations coopératives" est un enjeu pour l'équilibre de la planète elle-même et pour l'avenir de la paix. Il ne peut y avoir dans ce monde quelques îlots de prospérité et de tranquillité dans un océan d'inégalités, de chômage, de pauvreté et de misère. La recrudescence de conflits locaux et régionaux sont des signaux inquiétants pour tous.

C'est en ce sens qu'au-delà d'un simple contrôle citoyen de l'OMC, il conviendrait d'appeler les citoyens et les élus à investir l'Organisation mondiale du commerce, pour la transformer profondément de telle sorte qu'elle

devienne une instance favorisant un nouveau type de coopérations mondiales pour le développement, en s'attachant à réduire les inégalités, à stabiliser le prix des matières premières, en favorisant, pour les ensembles régionaux qui le décident, des "systèmes généralisés de préférence commerciale" incluant une rénovation de la préférence communautaire européenne. Au lieu d'être le vecteur du libre échange intégral, une telle OMC subordonnerait les règles commerciales aux droits humains, aux droits sociaux, à la préservation de l'environnement, à la promotion de la diversité culturelle, à la valorisation des services publics, de telle sorte notamment que l'éducation, la santé, la culture, l'eau, l'électricité soient accessibles à tous. La France qui préside actuellement l'Union européenne doit agir en faveur d'un certain nombre d'objectifs immédiats comme la taxation des mouvements spéculatifs, l'annulation de la dette des pays pauvres, la rediscussion de la directive chocolat, le maintien du système de préférence dans le secteur de la banane.

De telles orientations appellent en même temps une démocratisation profonde des sociétés, de l'Union européenne et des instances internationales, avec de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs de contrôle et d'intervention des salariés, des agriculteurs, des citoyens, des femmes, des scientifiques, des consommateurs.

Les multiples mouvements qui se développent, de Seattle à Davos, de Washington à Rio, de Genève à Millau, comme ceux qui agissent pour l'annulation de la dette ou la marche mondiale des femmes portent l'exigence d'une autre mondialisation pour les êtres humains et non plus pour l'argent. Forts de leur victoire contre l'AMI ou l'OMC à Seattle, ils mettent à l'ordre du jour, non pas seulement une démocratisation ou une humanisation de la mondialisation, mais le dépassement du capitalisme. La combinaison des mouvements sociaux et de l'intervention politique, du local au mondial, peut créer une dynamique majoritaire pour le changement, pour ensemble inventer un autre monde. ■

Le 10 juillet 2000



Patrick Le Hyaric,
membre du Collège exécutif du PCF